



DOSSIER SPÉCIAL

# La jeunesse : l'espoir de la République ?

## ANALYSE

Le « terreau du djihadisme »  
est-il notre responsabilité ?

p. 4

## TÉMOIGNAGE

Le travail et la jeunesse :  
témoignage et réflexions

p. 8

## REPORTAGE

Immersion dans la jungle  
de Calais

p. 13

# SOMMAIRE

<b>Analyse</b>	
Le « terreau du djihadisme » est-il notre responsabilité ?	<b>4</b>
<b>Témoignage</b>	
Le travail et la jeunesse	<b>8</b>
<b>Rencontres</b>	
Secteur associatif : quelle place pour les jeunes ?	<b>9</b>
<b>Reportage</b>	
Immersion dans la jungle de Calais	<b>13</b>

@ **A lire : [www.ufal.info](http://www.ufal.info), le portail d'information de l'UFAL Nationale. Tout savoir sur l'UFAL ? Rendez-vous sur [www.ufal.org](http://www.ufal.org) !**

**UFAL Info est publié par l'UFAL Nationale**  
27, rue de la Réunion - 75020 PARIS - tél. : 01 46 27 09 25 - fax : 09 70 61 17 62 - contact@ufal.org - www.ufal.org - **Trimestriel** - Prix du numéro : 2 euros - N° CPPAP : 1118 G 82885 - ISSN : 1761-1296 - **Directeur de la publication** : Christian Gaudray - **Rédaction** : Bureau national de l'UFAL - **Maquette** : Aurélie Bui - **Imprimeur** : Marnat - 3 impasse du Bel air 94110 Arcueil - Dépôt légal : mars 2016.

## Consultez les derniers numéros d'UFAL Info !

Pour consulter les anciens numéros d'UFAL Info, connectez-vous sur [www.ufal.info](http://www.ufal.info) ou demandez un exemplaire numérique au siège de l'UFAL en envoyant un mail à [ufalsiege@ufal.org](mailto:ufalsiege@ufal.org).

**UFAL Info n°63 / Dossier Laïcité**  
La République d'urgence

**UFAL Info n°62 / Dossier Protection sociale**  
70 ans de la Sécurité sociale

**UFAL Info n°61 / Dossier Familles**  
Temps de la famille - Loi Macron - Politique familiale - Actions locales

**UFAL Info n°60 / Dossier Laïcité : Être laïque, un engagement au quotidien**  
Laïcité - École - Euthanasie - Crémation

**UFAL Info n°59 / Dossier Laïcité : Les convictions laïques, moteur de notre action**  
Entretien avec Bernard Teper - Protection sociale - Initiatives nationales

**UFAL Info n°58 / Dossier Pourquoi s'engager à l'UFAL ?**  
Les commissions de l'UFAL - CNAJEP - UNAF - Baby-Loup - Laïcité

**UFAL Info n°57 / Dossier Protection sociale**  
Entretien avec Christine Jakse - Cotisation sociale - Rencontre avec Catherine Kintzler

**UFAL Info n°56 / Dossier Laïcité**  
Entretien avec Pierre Galand - Affaire Baby-Loup - Actions locales

# ÉDITORIAL



Les 15-24 ans sont 7,5 millions et représentent 11,7 % de la population. Leur part dans la population est en diminution constante depuis 1971 où ils représentaient 16,6 % de la population, ce qui illustre la tendance au vieillissement.

Les jeunes évoluent dans trois espaces distincts : l'espace domestique, l'espace scolaire ou professionnel et l'espace civil. Nous assistons à une marginalisation de la dimension familiale à l'espace domestique, car les parents maîtrisent mal les codes utilisés dans l'espace civil qu'ils ont tendance à désert (hors lieux de circulation et de consommation). En parallèle, ces codes (langagiers, vestimentaires, alimentaires, etc.) pénètrent l'intérieur familial ce qui conduit à l'appauvrissement de l'expression de la « culture familiale ». Cela est favorisé par l'omniprésence des objets connectés qui renvoient à l'extérieur et entraîne de profondes transformations sociales de la frontière dedans/dehors. Or, aujourd'hui, plus de 50 % des 18-24 ans habitent le domicile familial.

Chaque année en France, 140 000 nouveaux jeunes sortent de formation initiale sans qualification ; on parle de décrochage scolaire. Face à une situation de décrochage scolaire, nous assistons souvent à une confrontation entre des enseignants, qui se plaignent des parents qu'ils estiment responsables d'un défaut d'éducation, et des parents, qui eux critiquent les enseignants incapables d'instruire. Devant ce constat, de fausses solutions émergent, comme « ouvrir l'école aux parents », brouillant un peu plus l'indispensable séparation des espaces, et donc des rôles et des responsabilités de chacun. Or il y a une vraie demande d'implication des parents qui souvent ne trouvent pas de réponse. Il est donc nécessaire de créer du lien et de la médiation entre les adultes qui entourent les jeunes, avec comme objectifs l'information, le dialogue et *in fine* la cohérence des adultes qui les accompagnent. Car traverser quotidiennement des espaces où ceux qui sont porteurs de valeurs se discréditent les uns les autres est extrêmement destructurant.

Mais nous vivons aussi un décrochage démocratique avec des bouleversements rapides et profonds de l'action publique : recomposition territoriale à marche forcée qui place les collectivités territoriales et de nombreux services de l'État dans l'incertitude, baisse continue de la dotation globale de fonctionnement des collectivités locales qui peinent à faire face à la détresse sociale, diminution des subventions aux actions d'intérêt général qui favorise les acteurs du secteur lucratif.

Les jeunes sont enfin les victimes du décrochage économique de la France, incapable de créer des emplois et engluée dans une spirale austéritaire qui conduit à un taux de chômage et un taux de pauvreté chez les 15-24 de près de 25 % chacun.

Globalement, c'est au moment où les jeunes sont le plus démobilisés que les institutions sont le plus mobilisées, et c'est au moment où le jeune est le plus mobilisé que les institutions sont démobilisées.

Alors ô rage ! ô désespoir ! ô vieillesse ennemie ?

Pour tendre à réduire les inégalités sociales et intergénérationnelles, il faut permettre à la jeunesse une autonomie et un accès aux droits sociaux universels, plutôt que continuer à privilégier les solidarités familiales qui ont leurs limites. Parallèlement, il est indispensable d'enrayer la dégradation des revenus sociaux, conséquence inéluctable des baisses d'impôts, de la réduction du financement de la protection sociale par les cadeaux offerts sans contrepartie au grand patronat, et de l'évasion fiscale.

Le rôle d'une association familiale est de permettre aux familles d'être en capacité d'agir, et c'est l'objet de nos actions au quotidien à leurs côtés. Mais c'est aussi d'être une force de proposition pour défendre leurs intérêts et répondre à leurs besoins. C'est pourquoi l'UFAL défend une proposition d'allocation sociale à l'enfant et au jeune. En effet, la jeunesse ne sera républicaine que si elle n'est pas exclue de la République sociale.

Amitiés laïques,

Christian Gaudray  
président de l'UFAL

## Abonnez-vous à UFAL Info

4 numéros par an / 8 euros

Pour vous abonner, complétez et renvoyez ce bulletin d'abonnement - 4 numéros par an : 8 euros

NOM : ..... PRÉNOM : .....  
ADRESSE : .....  
TÉL. : ..... COURRIEL : .....

Coupon à renvoyer avec votre règlement à : UFAL Nationale - 27 rue de la Réunion - 75020 Paris

L'UFAL est une association **indépendante** dont le fonctionnement n'est financé que par les adhésions. Merci de soutenir ses efforts en adhérant à l'UFAL : adhésion annuelle 20 € (les dons complémentaires sont toujours appréciés).

# LE « TERREAU DU DJIHADISME » EST-IL NOTRE RESPONSABILITÉ ?

Charles Arambourou • « **Le terreau sur lequel les terroristes ont réussi à nourrir la violence, à détourner quelques individus, c'est celui de la défiance** », vient de déclarer le ministre Emmanuel Macron, en précisant : « **Ce terreau est notre responsabilité** ». On ne le suivra pas, s'il s'agit d'une énième invitation à battre la coulpe de la République repentante, dont les jeunes djihadistes seraient les victimes révoltées. En revanche, à la lumière de quelques enquêtes sociologiques récentes, l'examen critique des notions de « terreau » et de « responsabilité » est plein d'enseignements.

## COMPRENDRE LA SOCIÉTÉ N'EST PAS EXCUSER LES DJIHADISTES

Écartons d'emblée la culpabilisation qu'implique le terme « notre responsabilité ». Qui est le « nous » impliqué ? La République ? Chacun de nous (comme dans les tracts verts « nous » enjoignant de sauver la planète) ? La société (caricature post-soixante-huitarde autorisant tous les dérapages) ? La « population majoritaire » (au choix : blanche, « sou-chienne », [judéo]-chrétienne, etc.) ? Le global est ici l'alibi du refus de l'analyse concrète. Quant à la « responsabilité », vomissons cette tarte à la crème post-moderne de la « moraline » à laquelle est assaisonné le discours néo-libéral. Il s'agit de dissoudre dans la culpabilisation morale individuelle toute réflexion politique et sociale, pour empêcher que ne soient mis à jour les conflits de classe, de pouvoirs, et de dominations – par nature collectifs.

Ces deux restrictions étant posées, il n'est pas interdit de s'interroger sur le fonctionnement de « notre société », dont sont issus (font partie !) les djihadistes, en France, en Belgique, ou en partance pour la Syrie. On s'y risquera ici, non pour chercher la moindre « excuse » aux assassins (ou candidats assassins), mais parce que la pire des erreurs est de ne pas comprendre à temps ce qui se passe « chez nous » – sachant que « chez nous » c'est désormais « le monde ». On formule l'hypothèse, non pas que la République est perverse, mais qu'elle a cessé de fonctionner ; non pas « trop de République »,

**La pire des erreurs est de ne pas comprendre à temps ce qui se passe « chez nous ».**



mais « plus assez de République » – et ça ne date pas d'aujourd'hui.

L'UFAL appelle depuis toujours à renforcer la République dans ses services sociaux, ses politiques familiales, sa laïcité, et surtout son école, lieu essentiel d'institution du citoyen. Elle lutte contre les abandons progressifs de nos principes constituants, sous la pression de la logique financière néo-libérale, pour qui toute politique sociale, sanitaire, scolaire ne représente que des « coûts »... sauf si elle réussit à lui substituer le marché.

L'UFAL ne se fait pas faute de dénoncer les idéologues de la laïcité ouverte, ou du pédagogisme éradicateur de la culture humaniste dans l'éducation nationale.

Pour autant, avons-nous suffisamment mesuré les risques de ces manquements à la République pour une jeunesse – attention : de quelque origine qu'elle

soit ! – livrée sans structuration collective et rationnelle à la logique atomiste du marché, à la jungle des « nouvelles technologies » ? Le « terreau », le voilà ! Il est alimenté par ceux qui, comme M. Macron, s'emploient à mettre en pièces services publics, droit du travail, protection des salariés, sécurité sociale, école, culture...

Ce qui frappe chez les jeunes djihadistes (réels ou potentiels), c'est leur ressemblance avec les autres jeunes. Non pas dans un quelconque statut de « victimes de la société », mais bien au contraire de purs produits de cette société de consommation-frustration. Il est enjoint à chacun de « faire de la thune » pour satisfaire des désirs déterminés par le marketing : le meilleur moyen est l'économie parallèle de la délinquance, car ni l'emploi ni les salaires ne permettent de s'offrir tout cela. Je suis contraint, pour exister, de me créer un égo (ou plusieurs) sur les réseaux sociaux. Mais aucun de ces désirs n'est

jamais comblé, c'est la règle.

En creux, on comprend que d'autres aspirations puissent attirer, la frustration étant sublimée dans la destruction : adhérer à une idéologie à la fois suffisamment simple pour que chacun l'intègre, suffisamment mondialisée pour être crédible, et suffisamment opérationnelle pour mobiliser les énergies. Le djihad n'est qu'un « produit fatal », comme la délinquance, de la société de consommation-frustration. Les djihadistes ne sont que la pointe extrême d'une jeunesse livrée à la destruction et la déculturation.

Dans le dernier numéro d'*UFAL Info*, nous appelions à « prendre au sérieux le Califat, ne pas sous-estimer l'ennemi » : c'est un projet politico-religieux structurant, organisé, mobilisateur. Que l'école est faible, face au marché ! Et que le marché est lui-même dérisoire, face à l'épopée du djihad !

## LES « MUSULMANS » : UNE CATÉGORIE DU COLONIALISME POUR FABRIQUER UNE « OUMMA » FANTASMÉE

Or le ministre préfère expliquer ainsi ce « terreau... de la défiance » : « *Quelqu'un sous prétexte qu'il a une barbe ou un nom à consonance qu'on pourrait croire musulmane, a quatre fois moins de chances d'avoir un entretien d'embauche qu'un autre* ». Ainsi, les « discriminations infligées aux musulmans » seraient cause du djihadisme-sociologisme de café du commerce, aussi aveugle que répandu, hélas. On lui répondra : et « quelqu'un, sous prétexte » qu'il a plus de 50 ans, même imberbe, même « de la population majoritaire », combien a-t-il de chances en moins d'obtenir un emploi ? Les âneries multiculturalistes ont la peau dure. Est-il permis de rappeler au « ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique » que les premières causes de discrimination au travail sont le sexe et l'âge ? Ensuite vient... l'obésité selon une récente étude.

Mais arrêtons-nous sur le « *nom à consonance musulmane* » – comme il y eut un « préfet musulman » selon Sarkozy... Un peu d'histoire ! Le terme « musulmans » a servi à désigner, sous la colonisation française en Algérie, les « indigènes » auxquels on refusait la citoyenneté française, ceux qui n'étaient donc ni « Juifs »<sup>1</sup> ni « Européens », qu'ils « *appartiennent ou non au culte mahométan* »<sup>2</sup>. Il s'agit donc d'une catégorie à la fois raciste et colonialiste. Que le FN l'utilise, rien d'étonnant : les nostalgiques de l'OAS et de l'Algérie française votent pour lui. Que le terme soit paradoxalement repris par des analystes se situant « à gauche » relève de l'amnésie. Qu'il puisse être considéré pertinent par des sociologues dénote un grave défaut de méthode<sup>3</sup>. Mais qu'il soit brandi par les pourfendeurs du « post colonialisme » (des « Indigènes de la République » à Edwy Plenel) serait du plus haut comique, s'il ne servait de justification à une offensive permanente contre la République. Ajoutons que c'est un alibi commode pour évacuer toute accusation d'antisémitisme – un mal fort répandu dans la jeunesse « des quartiers ».

Entendons-nous : il ne s'agit pas de nier ou de sous-estimer le racisme anti-arabe, ni l'intolérance à l'égard de l'islam qui lui sert souvent de paravent. Ce que l'on entend dénoncer, c'est l'essentialisation forcée d'un groupe humain, assigné à une religion « réelle ou supposée ». La voilà, la source de « l'islamophobie », fantasme issu de l'idéologie colonialiste... repris à son compte par le communautarisme. Racistes et communautaristes s'accordent objectivement !

Mais cette essentialisation par la religion est une arme terrible à double tranchant. Dans le dernier numéro d'*UFAL Info*, nous écrivions que le « califat » réinventé, dont se réclame Daesh, « *s'adresse*

*à l'ensemble des croyants de par le monde, à l'oumma (la communauté des croyants) tout entière. Mais attention ! Les premiers exclus de l'oumma ainsi manipulée, les premiers condamnés à mort, sont les apostats* », c'est-à-dire tous ceux qui, étant supposés « musulmans », ne sont pas croyants, ou pratiquent un islam adapté à la sécularisation de la société (en France notam-

ment), ou en général refusent de déférer aux prescriptions, forcément rigoristes, de l'islamisme politique. Les dénonciateurs, intéressés ou complaisants, de « l'islamophobie » admettent la pire violence discriminatoire qui soit.

Ainsi, appartenir à « l'oumma utile », celle qu'entend manipuler Daesh, offre de « nouveaux croyants », hier dépourvus de religiosité voire carrément délinquants à la mode des « kouffar » (mécérants), ou à des convertis, une identité structurante à peu de frais. Elle s'appuie sur un discours à la fois victimaire (« Musulman, tu es la cible des discriminations ») et agressif (« Nique la France »). La victimisation est d'ailleurs nettement plus prononcée chez les garçons que chez les filles (enquête TeO de l'INED citée).

Les réactions « Je ne suis pas Charlie » ou « Ils l'ont bien mérité » de certains jeunes en janvier 2015, soigneusement minimisés par le ministère de l'éducation nationale, étaient bien autre chose qu'un simple rejet d'une pensée unique par des esprits prompts à la révolte contre l'institution. Souvent reflets de propos tenus dans les familles, elles révélaient une situation largement connue dans « les quartiers », et dénoncée par des parents, des militants laïques, des animateurs et des intervenants sociaux : dans les « territoires perdus de la République » vivent des enfants perdus par la République.

**Est-il permis de rappeler au « ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique » que les premières causes de discrimination au travail sont le sexe et l'âge ?**

<sup>1</sup> Les « indigènes de confession israélite » se sont vu accorder la nationalité française en 1870 (décrets Crémieux).

<sup>2</sup> Cour d'appel d'Alger, 1903, citée par Patrick WEIL (*Le sens de la République*, Grasset, 2015).

<sup>3</sup> Cf. l'enquête Trajectoires et Origines (TeO) de l'INED (2015), qui fait des « [réponses aux] questions sur la perception des discriminations subies » « des indicateurs fiables de la discrimination réelle », révélant « des injustices réellement subies » et non « des situations fantasmées » ou « des soupçons infondés », exemple typique de raisonnement circulaire, sauf à fonder préalablement de façon méthodologique le concept de « discrimination réelle » – ce qui n'est évidemment jamais fait.

## COMMENT LA RELIGION EST UTILISÉE POUR FABRIQUER LA DÉFIANCE : LE DÉFI À LA LAÏCITÉ

La « défiance » n'est pas le produit des discriminations, mais de l'idéologie communautariste, largement et volontairement répandue dans les fameux « territoires perdus ». Quand toute la population d'un quartier est montée à se défier de la République (« judéo-maçonnique » dit-on parfois en douce... exactement comme en 1905), il n'y a plus grand mal à y pêcher quelques djihadistes. Il ne s'agit même plus ici de « l'islam radical », ou du « salafisme », pratiques religieuses dont la République n'a pas à se mêler, mais de l'islamisme politique, qui travaille toute population pour qui la religion est à la fois le déterminant principal et le motif supposé d'une défiance attribuée, par pure projection, à la République.

Une étude récente<sup>4</sup> auprès de collégiens de 12 à 14 ans conduit le sociologue Sébastien Roché à constater : « La religion est devenue un marqueur social en France. (...) La question aujourd'hui ne porte plus sur les éventuelles racines chrétiennes du pays, mais sur ses fondements laïques. Le clivage se fait désormais entre les athées et les croyants modérés, d'une part, et les pratiquants qui vivent leur foi de manière plus intense, notamment les musulmans. Les premiers forment le socle du système politique français, les seconds sont moins attachés à la communauté nationale et à ses valeurs »<sup>5</sup>.

À l'expression convenue « vivre leur foi », on préférera celle de la religion comme « marqueur social », totalement pertinente. Qui dit marqueur, dit signe de distinction, de séparation. On peut certes dénoncer « un apartheid territorial, social, ethnique » de l'urbanisme (Manuel Valls en janvier 2015), et ajouter à la « misère sociale » les « discriminations quotidiennes » (encore elles !) : on ne rend pas compte pour autant de la façon dont est vécue, intériorisée, cette situa-

tion. Toutes les « relégations spatiales » ne produisent pas des djihadistes ! En général, elles entraînent simplement la fuite des « quartiers » (caractérisés par un *turn over* important). Alors ?

C'est à partir du moment où intervient ce « marqueur social » de la religion que les choses se gâtent. Dès lors que ma ségrégation urbaine peut être sublimée en « discrimination contre ceux qui partagent la religion à laquelle j'accepte d'être assigné », voilà la misère anoblée par l'idéologie. La religion du pauvre devient son signe de distinction (au sens où l'entendait Bourdieu). Le communautarisme est l'idéologie qui permet cette sublimation. Et qu'on y fasse attention : l'étape suivante – heureusement ni automatique ni majoritaire –, c'est la sublimation du business et/ou de la délinquance dans la construction de la statue du djihadiste.

Pour résumer : l'explication déterministe du djihadisme par les « conditions de vie et les discriminations », bêtement mécaniste, sert à occulter l'effet de l'emprise idéologique, à la fois religieuse politique et sociale, d'un islam vécu comme un « contre-modèle » totalisant à la République. La religion ainsi utilisée me place de force au sein de l'oumma. J'existe, reconnu comme tel par les musulmans, et rejeté comme tel par les mécréants : au



contraire, la République, qui ne connaît que des citoyens, des individus et non des communautés, me prive de ce mode d'existence si simple et si peu exigeant. Il faut le dire : tous ceux qui propagent la victimisation communautariste (Comité contre l'islamophobie en France, Indigènes de la République, diverses excroissances des Frères musulmans, comme l'UOIF, etc.), ainsi que leurs alliés de l'extrême-gauche islamophile sont des agents de cette idéologisation mortifère d'une partie de la population, dans laquelle le djihadisme n'a pas de peine à puiser.

Or, comme le voulait Condorcet, être citoyen en République suppose l'acquisition des savoirs, débarrassés de toute emprise religieuse. La devise des Lumières selon Kant, « Ose te servir de ton entendement » contient le verbe « oser » : qui a le courage d'appeler au « courage de la raison » une jeunesse (largement masculine) qui préfère « tenir les murs » et cracher sur « la France » ? De s'opposer, quand il le faut, aux familles ? C'est de cela, non de « cours de laïcité », que notre école publique a besoin. Cessons de nous masquer la réalité derrière une « liberté de religion » qui n'est plus le sujet à l'heure du « califat », auto-proclamé ou rêvé : c'est à l'islamisme politique que la République doit se confronter, exactement comme elle a su le faire face au catholicisme politique il y a 110 ans.

## APPEL DES JEUNES CONTRE LA LOI TRAVAIL : PRÉCAIRES UN JOUR, PRÉCAIRES TOUJOURS ? LES JEUNES DISENT NON AU PROJET DE LOI TRAVAIL !

À travers le projet de la Loi Travail, le gouvernement vient de déclencher une offensive sans précédent contre les jeunes et les salarié.e.s. Nous, lycéen.ne.s, étudiant.e.s, jeunes chômeur.se.s, sommes déjà précaires pendant nos études et notre insertion professionnelle, il faudrait maintenant que nous acceptions d'être précaires à vie !

Le contenu de ce projet, directement inspiré des revendications du Médef, représente un véritable retour au siècle dernier pour le monde du travail avec une fois de plus les jeunes comme cibles favorites. Les accords seraient négociés au sein de l'entreprise et primeraient sur les accords de branche et le Code du Travail, exerçant un dangereux chantage pour les salarié.e.s. Ceux-ci auront pour conséquences d'imposer des augmentations de temps de travail et des baisses de salaire aux salarié.e.s.

### CE QUE LE GOUVERNEMENT NOUS PROMET C'EST :

**Travailler plus pour gagner moins :** avec cette réforme le patronat pourra nous imposer des semaines allant jusqu'à 46 heures et des heures supplémentaires moins rémunérées qu'auparavant. Les apprenti.e.s de moins de 18 ans pourront être contraint.e.s de travailler jusqu'à 10h par jour et 40h par semaine.

**Se faire virer plus facilement :** les licenciements seront possibles sans réels motifs économiques et même de façon abusive avec le plafonnement des indemnités prud'homales.

**Augmenter encore le chômage :** du temps de travail supplémentaire pour celles et ceux qui ont un emploi, et moins d'offres d'emplois disponibles pour notre génération alors que 25 % d'entre nous sommes au chômage voire 40 ou 50 % dans les quartiers populaires ou en Outre-mer.

Avec cette réforme le gouvernement veut donc nous précariser à vie. La succession de réformes libérales renforce le bizutage social dont nous sommes victimes, nous obligeant à enchaîner les contrats pré-



caires, les stages et les services civiques rémunérés à la moitié du Smic.

L'ensemble de ces mesures est inacceptable et nous appelons tou.te.s les jeunes de ce pays à se mobiliser pour exiger le retrait du projet de loi Travail et des

mesures immédiates pour la dignité des jeunes et des salarié.e.s :

- Pour les apprenti.e.s et les stagiaires : rémunération et droits à la hauteur du poste occupé. Pas de rémunération en dessous du Smic et mêmes droits que les autres salarié.e.s comprenant une protection sociale. Les années d'apprentissage doivent être prises en compte dans le calcul de la retraite. L'apprentissage ne doit être légal qu'à partir de 16 ans et doit déboucher sur un emploi stable.

- La mise à disposition de budgets supplémentaires pour offrir à tous les jeunes une éducation avec une formation de qualité. Mettre en place une véritable protection sociale durant leurs études

avec un revenu, ainsi que compter les années d'études dans le calcul de la retraite et de l'assurance chômage.

- En finir avec la précarité : le CDI comme norme d'emploi, la répartition par la diminution du temps de travail sans baisse de salaire entre toutes et tous pour en finir avec le chômage et assurer une protection sociale suffisante à chacun, salarié.e.s comme personnes sans emploi.

- Pour cela nous appelons tou.te.s les jeunes à se réunir, à débattre et à s'organiser dans les lycées, les universités, les quartiers et les entreprises.

Nous appelons à une journée d'actions et d'initiatives le mercredi 9 mars, à l'occasion du passage du projet de la loi travail en Conseil des ministres.

À l'image de la mobilisation contre le Contrat première embauche, où la jeunesse avait fait reculer le gouvernement aux côtés des salarié.e.s, nous appelons à poursuivre le mouvement, notamment lors des journées de mobilisation inter-syndicales.

<sup>4</sup> Les adolescents et la loi, 2016, CNRS et Sciences-Po Grenoble, étude dirigée par Sébastien Roché. Sondage IPSOS auprès de 9 000 jeunes de collèges (publics et privés) des Bouches-du-Rhône.

<sup>5</sup> L'Obs, 04/02/2016.

## LE TRAVAIL ET LA JEUNESSE : TÉMOIGNAGE ET RÉFLEXIONS

**Michel Canet • Les jeunes veulent travailler. En 50 ans d'activité professionnelle dans le domaine du bâtiment, j'ai rencontré de nombreux jeunes, en stage, en premier emploi ou en formation en alternance Bac Pro ou BTS. Parmi ceux qui ont été en contrat d'apprentissage, la plupart sont devenus conducteurs de travaux, certains ont poursuivi leurs études après le bac professionnel en BTS et même en école d'ingénieur, et d'autres se sont installés en profession libérale. Pour tous ces jeunes, la volonté d'intégrer le monde du travail a été présente : manifestement, les jeunes veulent travailler !**

### LA FORMATION EN ALTERNANCE : UNE EXCELLENTE FORMULE

La formation en alternance présente l'avantage de sortir l'adolescent du seul horizon scolaire dans lequel il commence à s'ennuyer et de lui permettre d'appréhender le monde réel.

Les dispositions existent et sont réglementées par un contrat de travail qui procure à l'apprenti un salaire progressif. Les rythmes d'alternance sont différenciés en fonction des professions, et le jeune a à sa disposition un panel important de secteurs et de métiers qui lui offrent un vrai choix dans son orientation. La plupart des étudiants ainsi formés sont plus aptes à trouver du travail.

Devant tant de points positifs, on peut penser que ce type de formation pourrait être plus étendu, j'ai bien dit : « pourrait »...

### UN PREMIER ADVERSAIRE : L'INDIVIDUALISME DES ADULTES

Le premier niveau de difficulté dans ce domaine est de trouver un maître de stage, en entreprise ou chez une profession libérale. Cette recherche constitue le premier travail du futur apprenti... et c'est déjà un parcours du combattant.

La plupart des employeurs « ne veulent pas s'embêter avec ça », reconnaissant que lorsqu'ils seront formés – par d'autres – les jeunes seront opérationnels.

La plus belle phrase entendue par un quémendeur de maître d'apprentissage fut : « Ça ne m'intéresse pas, quand vous serez formé vous m'intéresserez ». Or, il a été tellement bien formé ailleurs qu'il est maintenant concurrent de l'auteur de la phrase.



Le deuxième niveau de difficulté est la langue de bois des politiques. Tous les politiques se gaussent d'aider l'apprentissage et de le développer dans leur zone d'influence. Et les statistiques évoquées lors de réunions en présence du Préfet paraissent élogieuses lorsqu'on n'a pas le temps d'en analyser la petitesse. À l'occasion d'une telle réunion, j'ai fait remarquer qu'il y aurait plus d'apprentis si les jeunes trouvaient une entreprise pour les former et j'ai conclu avec la formule : « Les patrons ne font pas leur travail ». S'en est alors suivie une volée de bois vert et le patron que je suis est passé pour un affreux gauchiste.

Un troisième niveau de difficulté est représenté par les parents. Pour la plupart des parents, la réussite future de leur enfant passe par l'obtention du baccalauréat. Ce sésame semble, en effet, constituer une garantie d'accès à la vie professionnelle. Dans cette logique, l'apprentissage devrait être réservé à ceux qui ne réussissent pas. Et pour les quelques

parents qui admettent que l'apprentissage serait la bonne solution pour leur enfant, il y en a encore une bonne proportion qui critiquent le rythme du travail normal et craignent que leur enfant peine à s'y adapter.

Bref, heureusement que le jeune « qui a envie de travailler » arrive à surmonter tous ces pièges tendus par ceux-mêmes « qui lui veulent du bien » !

### UN DEUXIÈME ADVERSAIRE : DES CONTRAINTES OBJECTIVES

Je fais ici allusion au douloureux problème des lois sur le travail des jeunes. Alors que les lois sur le travail des adultes sont plutôt compliquées, on ajoute pour les jeunes un luxe de précautions qui rendent l'exécution concrète des tâches élémentaires du métier quasi impossibles. Cet état de fait décourage les employeurs, comme si c'était nécessaire étant donné le degré d'enthousiasme constaté précédemment. On perd à ce stade une superbe occasion qualitative.

En effet, la réalité des dangers du métier devrait constituer l'occasion de préparer le jeune aux dispositions de sécurité et de protection de sa santé, de lui apprendre les gestes de précaution au lieu de lui soustraire l'usage de l'outil.

En outre, soyons sûr qu'il pourrait à cette occasion en apprendre aux plus vieux ouvriers ainsi qu'à l'employeur parfois enclin à considérer que les dispositions de sécurité sont une « charge » supplémentaire pour son entreprise.

### UNE VOLONTÉ, UN OUTIL, DEUX ADVERSAIRES...

Il faut vraiment avoir envie de travailler pour avoir un métier, car il s'agit bien d'avoir un métier et non seulement de trouver un emploi.

C'est le domaine du travail, par l'exercice d'un métier, qui permet au jeune d'aborder le domaine plus sensible de l'emploi. Or il est constaté que de nombreux apprentis continuent à travailler là où ils ont été formés et que certains créent eux-mêmes leur entreprise. La formation en alternance est adaptée à la jeunesse, il faut la développer.

### APRÈS LA CRITIQUE, QUELQUES PROPOSITIONS

Le débat sur l'âge du début d'apprentissage ressurgit régulièrement depuis l'organisation de la scolarité jusqu'à 16 ans. Pour l'entreprise, 16 ans est trop tard, 14 ans était mieux. Pour l'école et les parents, 14 ans est trop tôt. De mon point de vue, 15 ans serait l'âge idéal pour commencer, progressivement.

Je distinguerai trois stades d'apprentissage : de 15 à 18 ans, de 18 à 21 ans et de 21 à 25 ans.

Ces trois stades s'achèvent sur des âges clés. 18 ans est l'âge de la majorité citoyenne, 21 ans l'âge où le jeune adulte devrait pouvoir quitter le domicile familial s'il le souhaite, 25 ans l'âge où l'adulte doit être confirmé dans son autonomie.

Ces trois stades correspondent à des niveaux différents de dispositions intellectuelles pour les études, mais le but commun est l'acquisition d'une autonomie. Ainsi à la majorité, le nouvel adulte devrait soit posséder une qualification, soit être orienté dans une formation qualifiante avec un engagement de moyens, par la famille, par bourse d'étude ou par

contrat d'apprentissage.

Des phases d'évaluation doivent être établies à 15, 18 et 21 ans afin de définir la réalité de la formation et les opportunités de passerelle vers la formation du niveau d'études supérieur.

À chaque stade, les élèves sont donc répartis en deux catégories : les titulaires d'un contrat d'apprentissage et les élèves d'une structure enseignante. Mais les deux entités seront en relation.

La structure enseignante vient en soutien à l'apprentissage, comme c'est le cas actuellement pour les formations en alternance. Le monde professionnel doit s'organiser pour accueillir des étudiants en formation selon des rythmes propres à leur métier, et ce, à tous les niveaux.

À tous les stades de formation, une éducation devra être réalisée concernant les droits et devoirs du travail, ainsi que les dispositions de sécurité et de protection de la santé liées aux activités professionnelles, tant pour eux-mêmes que pour la société. À ce stade de la formation, il faut former des professionnels mais aussi des citoyens.

## SECTEUR ASSOCIATIF : QUELLE PLACE POUR LES JEUNES ?

**Philippe Martin • L'UFAL, association familiale titulaire de l'agrément éducation populaire, réfléchit depuis quelques mois à la création d'une commission jeunesse. Sa conception est celle d'un espace d'échange, de créativité et d'accompagnement à la prise de responsabilités au sein du mouvement familial qui a besoin de se régénérer en prenant en considération l'évolution des mentalités et des pratiques.**

La difficulté de l'exercice est de dépasser l'effet d'affichage, qui serait contre-productif, pour parvenir non seulement à écouter les jeunes mais, surtout, à les entendre. L'ambition est d'aider les jeunes à reprendre la parole dans la société et à porter les projets qu'ils auront ébauchés. Pour améliorer sa contribution au sein

du Cnajep<sup>1</sup>, l'UFAL – ouverte aux partenariats avec des associations laïques de jeunesse et d'éducation populaire – veut devenir un espace d'innovation et d'expérimentation de la participation des jeunes. En cela, l'UFAL répond à son objet de développement de l'émancipation individuelle et de la transformation sociale.

### ÉTAT DES LIEUX SUR L'ENGAGEMENT DES JEUNES

Contrairement aux idées reçues, près d'un jeune sur cinq est concerné par le bénévolat associatif et 43 % des jeunes s'investissent fortement dans le tissu associatif. Pour autant, des freins existent dans leur engagement : un rapport consumériste au service associatif,

<sup>1</sup> Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire, le Cnajep est une coordination qui réunit plus de 70 mouvements nationaux de jeunesse et d'éducation populaire. Le Cnajep constitue ainsi un observatoire et un laboratoire d'idées sur la jeunesse, l'éducation populaire et les politiques publiques afférentes. Il promeut la modernité et l'utilité de l'éducation populaire. Le Cnajep, membre fondateur et actif du Forum européen de la Jeunesse, se positionne comme lobbyiste des associations de jeunesse.

un manque de confiance en eux pour mener certaines tâches, la difficulté à être mobile géographiquement (forte en milieu rural), la précarité sociale, la multi-appartenance, le manque de confiance envers les institutions, des formes d'engagement plus ponctuelles. Plutôt qu'à une crise, nous assistons donc à une mutation des formes et des modalités d'engagement des jeunes. Moins menées au nom de principes généraux ou d'un idéal politique, leurs actions sont plus concrètes, plus limitées dans le temps et mesurables immédiatement. Les jeunes souhaitent élaborer une parole collective dans de véritables lieux d'échanges permettant à chacun, dans son rôle, d'apporter une expertise, de confronter les points de vue, de construire ensemble des solutions. Ils plébiscitent l'utilisation des nouvelles technologies qui constituent une opportunité démocratique et un levier pour construire les politiques de demain. Ces nouveaux outils doivent être maniés comme un complément et non en remplacement des espaces non virtuels que sont les associations et l'engagement local.

Trois bonnes pratiques ont pu être repérées à partir des échanges entre les jeunes et les responsables d'associations : la prise en compte de l'intérêt de la personne engagée, la reconnaissance de l'engagement et des résultats, la visibilité qui donne du sens à la démarche de gouvernance associative. Leurs interactions contribuent à la construction d'un parcours d'engagement fidéli-



**RENCONTRE AVEC FABIENNE FERRERONS PRÉSIDENTE « POLITIQUE JEUNESSE » DU CNAJEP**



*Jeunes chellois reçus au Parlement Européen à Bruxelles.*

### Jeune engagée avec les jeunes, comment perçois-tu l'évolution de leurs aspirations ?

Il est nécessaire de se replacer dans le contexte. C'est quoi être jeune aujourd'hui ? Le constat du plan priorité jeunesse est sans appel : 23 % des jeunes sont en dessous du seuil de pauvreté, 1.5 à 1.9 millions sans emploi ou formation, le premier emploi stable arrive vers 30 ans. Les jeunes ne vivent donc pas mieux en 2016 qu'en 2012, et 2017 ne s'annonce pas autrement. Une étude récente conduite par la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (dont F. Ferrerons est Secrétaire nationale aux relations extérieures) montre que, dans les quartiers populaires, les trois rêves sont : fonder une famille, avoir un emploi stable pour construire son avenir, être reconnu en ayant une place utile dans la société. Les jeunes comprennent difficilement le monde qui les entoure, la complexité économique. Il n'existe plus de lieu pour aiguïser leur esprit critique. Celui-ci n'est pas encouragé par un modèle scolaire qui manque d'espaces pour co-construire grâce à l'éducation non formelle. Le fatalisme fait alors place au pouvoir d'agir.

### Comment favoriser leur engagement ?

Tu reprends la question gonflante des ministères qui ajoutent « comment les rendre citoyens ? ». Leur comportement est le reflet d'une société qui ne laisse pas de place aux jeunes, qui reproduit, voire renforce, les inégalités. Comment peuvent-ils s'investir dans une telle société ? Il ne s'agit pas de former aux valeurs de la République, mais de les vivre en les partageant au quotidien. La fraternité est la source de leur engagement. L'égalité...

ils constatent qu'elle n'existe pas ! Et comment parler de liberté à des jeunes qui n'ont pas un éventail de choix de vie ? Ils ont besoin d'un message fort concernant la solidarité nationale. Au lieu de cela, les mesures sont réduites au nom des « indispensables économies ». Dans une société de plus en plus individualiste, les jeunes organisent de nouvelles formes de solidarités.

### Quelles sont les réactions vis-à-vis des attentats de 2015 ?

Les organisations d'éducation populaire ont initié des rencontres. Il faut les ouvrir plus largement pour que l'expression des jeunes forge leur esprit critique. Les jeunes doivent être invités par les jeunes

pour que cela marche. Seules des actions concrètes, de proximité, leur redonneront conscience de leur capacité à agir. Moins hiérarchiques, les réseaux sociaux organisent un mouvement dans lequel de nouvelles formes d'engagement émergent. Il y a une plus grande égalité dans la parole qui reste cependant à construire et à porter collectivement.

### Comment redonner de l'espoir, de l'espérance ?

Les animateurs doivent prendre du recul par rapport à ce qui est relayé par les médias. La réalité est bien différente. Nos organisations doivent encore améliorer notre esprit d'adaptation pour accueillir les jeunes et nous devons remettre en question nos pratiques. Par exemple, les formations doivent aussi s'appuyer sur les apprentissages entre pairs. Avec l'évolution de la situation sur le long terme, cela devrait permettre aux jeunes de prendre leur place dans la construction de la société.



**FRÉDÉRICK PAIRAULT, MEMBRE DU BUREAU DU CNAJEP EN CHARGE DU DIALOGUE POLITIQUE, NOUS**

### PRÉSENTE LE DIALOGUE STRUCTURÉ

Initié dans le secteur de la jeunesse, son objectif est de renforcer l'efficacité des politiques publiques par le dialogue avec les citoyens et la société civile dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de celles-ci. En partant de la dimension régionale et nationale, il utilise l'espace européen pour faire évoluer nos sociétés.

Le pilotage du Dialogue Structuré est partagé à tous les niveaux : Commission Européenne, Forum

Européen de la Jeunesse Erasmus, Ministère, Cnajep, collectivité territoriale. Il s'articule autour de cinq principes :

- un copilotage du processus,
  - un sujet précis qui permet des décisions rapides et exploitables,
  - un attendu politique – sous forme de loi, résolution, budget, évaluation – qui en est la finalité,
  - un calendrier commun qui est figé depuis le début,
  - des modalités de dialogue – tels que la Conférence Européenne de la Jeunesse, les consultations en ligne, des débats politiques filmés – qui permettent la transparence.
- L'ensemble des travaux portés au niveau européen influence les politiques nationales des Etats-membres sur le long-terme. Le Plan Priorité Jeunesse de la France est par exemple largement inspiré du cadre européen de coopération pour la jeunesse. La garantie jeune en est un autre exemple : l'UE a débloqué des fonds pour la déployer, encourageant les Etats-membres à la mettre en œuvre. Le

Cnajep est le coordinateur national du Dialogue Structuré qui influence les politiques nationales. Le 5<sup>e</sup> cycle, dont la formulation n'est pas encore définitive, est issu de la déclaration de Paris signée par les 28 ministres de la Jeunesse de l'UE après les attentats de janvier 2015. Pendant 18 mois, il abordera des questions brûlantes d'actualité : Comment, avec une vision éducative, diminuer les tensions dans un cadre mondialisé et faire société ? Comment transformer les orientations politiques en actions avec les jeunes ?

Après avoir précisé le thème, une consultation, mise en ligne jusqu'à juillet, identifiera les enjeux et les propositions des jeunes. Trois d'entre elles seront proposées aux organisations de jeunesse. Les 1<sup>er</sup>, 2 et 3 juillet 2016, le festival Provox clôturera cette consultation et validera la proposition de la France. Viendra alors le temps de la compilation européenne avec 15 propositions dégagées dans un débat rendu public.

### L'UFAL ET LES JEUNES : DES ACTIONS CONCRÈTES TOURNÉES VERS L'ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ

**À travers de nombreuses actions, l'UFAL souhaite sensibiliser les jeunes à la citoyenneté autour du principe de laïcité et des valeurs républicaines qui lui sont liées.**

**Agorapolis** : jeu européen proposant aux jeunes de 14 à 18 ans de concevoir et de construire une maquette d'un quartier de ville.

**Laïcidad** : le séjour pour adolescents le moins cher d'Europe !

Les jeunes Européens de 13/18 ans se rencontrent, échangent et construisent ensemble ce que sera l'Europe solidaire de demain. Lors de ce voyage organisé dans les Hautes Pyrénées, différentes activités culturelles et sportives sont proposées.

**Des événements organisés par les UFAL locales** tels que des rencontres à Bruxelles entre les jeunes et les députés européens, des ateliers de citoyenneté ou de laïcité favorisant les échanges avec les élus, des animations autour de l'économie sociale et solidaire...

En projet, sous la forme d'échange de savoirs, un atelier d'apprentissage à l'écriture sur internet et les réseaux sociaux mis en œuvre par l'UFAL Saint-Joseph.

## LA PRÉVENTION DES JEUNES EN DANGER

*Yvan Dupont* • Contre les attentats terroristes qui ont frappé la France en 2015, l'État a adopté une politique répressive aux travers des assignations à résidence et de l'état d'urgence. On connaît les limites de ces mesures, les forces de police se disant au bout du rouleau. Le temps favorisera la faille de ces dispositifs. Les terroristes ne demeurent-ils pas introuvables pour certains ?

Dès janvier, on pouvait pourtant espérer une autre orientation, davantage liée à la prévention. Nous étions favorables aux rappels sur la laïcité dans les établissements scolaires, mais aussi dans toutes les structures associatives.

Un certain nombre d'entre nous s'est donc inscrit dans le dispositif de Réserve Citoyenne. Mais la mise en place se révèle plus que laborieuse et les inscrits ne cachent plus leur désarroi. Là encore on fait des effets d'annonce, mais l'organisation est déficiente.

Un autre cadre préventif existe : le Comité national de liaison des associations de prévention spécialisée (CNLAPS) créé en 1972. Au 1<sup>er</sup> janvier 2016, le CNLAPS regroupait 130 adhérents, dont 120 associations, 2 structures non-associatives et 8 adhérents indivi-

duels. Les actions de prévention sont ciblées vers les jeunes afin de les amener sur le chemin de la citoyenneté. Structuré dans 9 régions, le financement dépend des départements. Malheureusement, partout en France, ceux-ci se font de plus en plus chiches (enquête parue dans un hebdomadaire national).

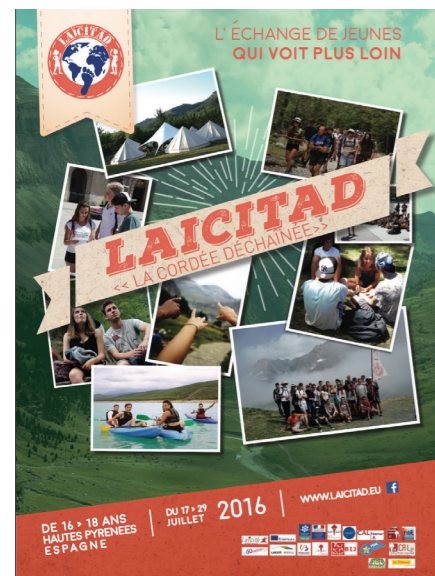
Les préfets sont pourtant en mesure d'estimer de façon assez précise le nombre de jeunes radicalisés sur les départements. Mais ces derniers étant également soumis à des mesures drastiques d'austérité, les conseillers départementaux opèrent des choix dans leurs financements. Le financement des associations est fortement remis en cause. Cette baisse de subventionnement a débuté dans les années 2000. Ainsi dans certains départements en est-on arrivé à des licenciements, voire à la disparition totale de ces services !

Les élus se précipitent aux commémorations où ils aiment à être vus. À l'UFAL nous préférons davantage de discrétion et des financements accordés à cette grande cause sociale. La jeunesse est en manque d'espoirs, donc de repères. Nous



savons que le pas peut être franchi rapidement vers la délinquance ou la radicalisation. Les mesures d'accompagnement social n'ont plus à être les laissées-pour-compte des budgets des collectivités. L'UFAL déplore le désengagement des politiques départementaux envers la jeunesse en péril et demande la remise en œuvre de ces dispositions nécessaires de prévention que le CNLAPS est en mesure d'apporter.

## LES VACANCES D'ÉTÉ AVEC LAÏCITAD 2016 !



**En juillet 2016, pour la 4<sup>e</sup> édition de Laïcidad, l'association européenne « Go Laïcité », dont fait partie l'UFAL, propose aux jeunes deux séjours en Belgique et en Espagne.**

Cette année, Laïcidad emmènera, du 2 au 14 juillet, un groupe d'adolescents âgés de 13 à 15 ans en Belgique (à Bouillon), puis du 17 au 29 juillet, un autre groupe de jeunes âgés de 16 à 18 ans en Espagne (à Puyarruego). La colonie de vacances a pour ambition de semer les bases d'un mouvement laïque de jeunes tourné vers l'Europe et l'international.

C'est en faisant l'expérience du vivre-ensemble qu'ils prendront conscience des difficultés mais aussi des richesses d'une société solidaire, libre et interculturelle, et c'est en pratiquant au quotidien la solidarité qu'ils traceront les contours de l'Europe solidaire de demain.

Lors de ce voyage, différentes activités seront proposées aux jeunes : randonnée, parc d'aventure, découverte des villes environnantes, sport en montagne, activité aquatique... C'est à travers tous ces moments que les jeunes pourront appréhender le vivre-ensemble et aboutir à la construction d'un projet commun.

## IMMERSION DANS LA JUNGLE DE CALAIS : WELCOME TO THE JUNGLE

*Julie Cuvelier et Vincent Ramecourt* • **The Jungle, la jungle. J'aime le français, j'aime les belles lettres. Pourquoi ce titre en anglais alors ? Parce que les Anglais sont très présents chez les « réfugiés ». De Grande-Synthe à Calais, c'est finalement assez anglophone. L'anglais est donc la langue courante. Nous avons pris en stop un de nos voisins de là-bas qui traverse la Manche pour s'occuper des réfugiés. Il venait du Kent, s'appelait Jan et rejoignait son fils dans la jungle, peut-être déjà perdu dans les dunes. Car à Calais, c'est très grand... Les hommes se sont emparés d'un lieu vierge et ont créé une vraie ville... un bidonville.**

Palettes pour la structure, bâches pour le hors d'eau, hors d'air et couvertures pour l'isolation... Aucune évacuation des eaux usées, quelques baraquements distribuant de l'eau potable et, à intervalles réguliers, des tonneaux liés entre eux, surplombés de l'inscription « fire ».

### UN QUOTIDIEN RYTHMÉ PAR L'HÉSITATION ET LA DÉTERMINATION

Quelques éléments nous ont intrigués dans cette effervescence désolante : une église, une école laïque (« du chemin des dunes ») et un centre artistique d'où sortent du sable des arbres aux branches multicolores. Pendues au bout d'une ficelle, quelques boîtes nonchalantes s'entrechoquent au rythme du vent. Ici, le temps s'est arrêté. Le ciel venteux et grisâtre roule des nuages bas et perturbés. « Un ciel si gris qu'il faut lui pardonner ». L'air marin fait circuler les odeurs. L'espace n'est plus celui de la société civile. Mais même dans l'insalubrité, même dans la détresse, même aux jours des lendemains incertains, l'homme a bâti une église, une école et un lieu d'expression artistique. Telle est notre civilisation humaine, voilà toujours ce que l'on trouve chez



nous les hommes : transcendance, éducation et expression. L'école est laïque. A la question volontairement innocente : « pourquoi laïque ? » la réponse fusa : « comment voulez-vous que l'on fasse autrement ? Il y a cinq communautés différentes ici... ».

**Sur cette autre planète, la laïcité était présente ; ce progrès humain s'était frayé un chemin.**

« Vous ne pouvez pas savoir à quel point j'aime votre réponse, Madame. » lui répondis-je, le temps d'un fugace sourire. Sur cette autre planète, la laïcité était présente ; ce progrès humain s'était frayé un chemin.

Nous espérions retrouver Jan dans ce que l'on baptisa « Main street », mais nous ne l'avons pas revu. Il allait jouer avec son fils et d'autres « réfugiés », ceux qui ce soir n'es-

saieraient pas de passer de l'autre côté. Quasiment tous ici ont un quotidien rythmé par l'hésitation et la détermination. Hésiter à prendre une douche si il pleut, et déterminés à passer. Puis finalement, ce n'est que du risque. Risquer d'avoir des habits trempés donc à remplacer par d'autres, qu'ils n'ont pas, et risquer d'échanger un bras contre l'Angleterre, allongé sur un essieu de camion. Ne me demandez pas pourquoi l'Angleterre. A chaque ville ses légendes urbaines, à chaque ville ses rêves... et ses mafias... qui entretiennent l'espoir : « ailleurs c'est mieux ». Et les passeurs feront passer, vivant de la crédulité des prisonniers qu'ils ont contribué à créer.

Mais nos frères humains des bidonvilles en ont vu d'autres. Iraniens,

Syriens, ce sont des voyageurs contraints et obligés, et souvent le haut du panier. Les autres n'avaient pas d'argent pour partir. Invité à leur table, Olivier, reporter-photographe pour Gynécologie sans Frontières (GSF), nous raconte : « j'étais là, à manger avec eux et dans la conversation l'un me dit qu'il était médecin, l'autre ingénieur, là-bas un technicien, etc... » Jamais nous n'avons vu, bien que tout s'y prêtait pourtant si bien, le moindre manque de dignité. Mais notre indignation, surtout à Grande-Synthe, allait pour longtemps figer notre visage. Après, mais nous ne le savions pas encore, rien ne serait plus pareil...

#### DU CÔTÉ DE GRANDE-SYNTHÉ

Parce que Grande-Synthe, c'est cent fois pire. Bidonville plus récent, plus petit, plus boueux que Calais jouxtant les lotissements des habitants, souvent excédés. Grande-Synthe ? Là, on a pris une sacrée claque.

Il y flotte une atmosphère de danger évité, repoussé difficilement jour après jour. Demain ? C'est déjà trop loin... La vie a oublié l'avenir, tentant de se conjuguer au présent. Elle semble attendre un autre drame, elle coule silencieusement, dans la crainte d'un mal-

heur qui s'acharnerait. Pourtant les visages ne sont pas marqués de tristesse, ils ne sont pas résignés bien qu'ils vivent une tragédie sans cesse repoussée... Les hommes sont dignes malgré leur vie en équilibre. Équilibre fragile, équilibre entre la vie... et la mort ? Nous étions présents avec GSF, tout est dans le titre. Ici, la frontière est longue d'un passage piéton. Bien qu'il n'y ait que 10 % de femmes et d'enfants dans ces bidonvilles, les problèmes liés à la santé des femmes sont bien présents. De la prostitution à l'accouchement, en passant par les violences « ordinaires ».

Rappelons qu'ici, en France, une femme meurt tous les deux jours sous les coups de son conjoint. Le chiffre est accablant. Les bidonvilles n'en sont pas exempts. « Que se passerait-il si une femme accouchait dans le campement ? », « ce serait un échec » nous répondit immédiatement Nora, gynécologue de métier qui consulte sur une table pliante à l'arrière d'un camion prêté par la ville... Il faut éviter aux patientes le risque d'une complication : rien de pire que de

perdre un bébé ou sa maman... Il faut donc occuper l'endroit, tisser des liens, établir la confiance, c'est ce que GSF et d'autres ONG ou associations s'échinent à faire, au quotidien. La mort ? Grâce aux services publics d'urgence elle est repoussée. Le tout, est de maintenir l'équilibre... pour repousser, repousser et repousser sans cesse le drame latent... Et tout se fait avec la participation des « migrants ».

#### LA SOLIDARITÉ DE L'UFAL LILLE-SENS

Les solutions ? Elles sont politiques. Ici on prévient l'urgence, on entretient un lien fraternel que l'on appelle, dans l'action, « solidarité ». L'UFAL de Lille-Lens y apporte d'ores et déjà sa pierre. Solidarité, quelles que soient les options reli-

gieuses des familles. Une solidarité pleine et entière, car nous accueillons toutes les familles... Sans n'avoir que ce chantier, l'UFAL Lille-Lens y a complètement sa place, car tout ce qui est humain est à nous. Parce que « Chaque homme porte la forme entière de l'humaine condition » résumait Montaigne. La laïcité est le partage entre le singulier ou le particulier, et l'universel. Par cette séparation, elle relie les hommes, elle les unit en dépassant leurs particularités ou leurs singularités, qu'elle protège, en retour, absolument. Car elle nourrit l'égalité en garantissant que nul ne peut être inquiété pour ses opinions ou préférences religieuses. Mieux encore : la singularité a une chance de se développer, de se déployer grâce à la liberté absolue de conscience, rendue impossible sans laïcité, notamment à l'école. L'universel ici, peut être résumé de façon très simple : « Eux, ça pourrait être nous ». La fraternité, et

**La laïcité est le partage entre le singulier ou le particulier, et l'universel. Par cette séparation, elle relie les hommes, elle les unit en dépassant leurs particularités ou leurs singularités, qu'elle protège, en retour, absolument.**



© Olivier Pain



© Olivier Pain

son prolongement solidaire, peut être résumé de façon très simple : « Eux, c'est nous ».

Nous déambulions alors dans vingt centimètres de boue le long de la « Queen Elisabeth II Street ». Une boue malodorante et collante, quotidienne pour bien des familles. Un épais effluve d'oignons frits et de bois brûlé traversait les arbres dénudés. Il saturait l'air, comme une solide chape... d'espoir : ce midi, ils mangeront. Famas, rangers et matraques ; « les huiles se pointent, ça va foutre la merde » me lâcha inquiet un médecin. La tension était palpable. Maladresse inutile et utile... Si les élus peuvent filer des ronds, on les prend. Que peuvent-ils faire d'autre ? Tout cela les dépasse. Beaucoup essaient de faire au mieux. D'autres, pensent qu'« il faut sauver en priorité les familles catholiques ». On l'a entendu lors des élections régionales. La sottise majuscule pour en séduire une autre plus populaire. Certains sont passés maîtres dans l'utilisation de la colère des uns et du désarroi des autres. Enfin... chercher la division au lieu de l'union...

Mais force est de constater que notre UFAL doit aujourd'hui s'abaisser à ce niveau-là... Elle ne peut plus mépriser. Il faut désormais y répondre et « écraser l'infâme » comme disait Voltaire...

Chez nous, tout est en mouve-

ment. Lille est une ville qui claque, un carrefour, une ville vibrante, tendre et électrique à la fois. Nombreux sont les sujets qui animent notre cité, nombreux seront donc ceux qui feront la vie de notre section. Dernièrement, le projet de colloque des Frères Musulmans (une semaine avant notre réunion) est une nouvelle qui nous a tous fait réagir. On dénombre d'autres initiatives naissantes auxquelles on va pouvoir se mêler : la création de « Régénération », mouvement citoyen, « Fraternalité », rencontre d'une communauté – une chance pour promouvoir et peut-être expliquer la laïcité dans l'intérêt de tous –, les centres sociaux (notamment celui du faubourg de Béthune), etc...

Et puis, notre chantier humanitaire à moins d'une heure de chez nous, sur Terre, dans un autre monde.

On a décidé des actions utiles à Grande-Synthe. Nous nous sommes greffés aux dispositifs naissants pour ne pas enrayer ce qui fonctionne déjà si mal... Rien de pire que des bénévoles agissant sans structure, sans se coordonner... En bref, nous participons à la construction d'une école laïque, et nous mettons en place ce qu'il convient d'appeler « les bois du cœur ». A l'instar des Restos du même nom, une collecte de bois non utilisé est organisée auprès des

entreprises de construction. Cela permet aux familles de se chauffer et de construire. Le tout est de gérer l'afflux de bois à l'entrée des bidonvilles. Nous organiserons aussi une plate-forme de collecte ponctuelle. Elle a pour objectif d'ajuster et de stocker les besoins...

L'UFAL, du nord jusqu'au sud, est bien présente. La laïcité au singulier et sans adjectif peut compter sur ses militants comme sur ses adhérents. Toutes les familles y sont les bienvenues. L'UFAL occupe le terrain et nous sommes sûrs que comme nous à Lille, elle n'aspire pas au repos !

*Nous tenons à remercier et à saluer le travail des associations et plus particulièrement GSF (Gynécologie Sans Frontières) dont l'accueil fut autant chaleureux qu'enrichissant et dont l'engagement des équipes est exceptionnel. Elle se bat pour les femmes (humanitaire, violences faites aux femmes...) et gagne à se développer et à être aidée.*





**L'UFAL a récemment lancé une campagne d'appel aux dons en soutien aux blogueurs laïques bangladais. À ce jour, cette opération a permis de récolter plus de 5 000 €. L'UFAL se félicite d'avoir atteint cet objectif et remercie chaleureusement tous les contributeurs. N'hésitez pas à continuer à donner et/ou à diffuser cette campagne ([www.ufal.org/blog-bangladesh](http://www.ufal.org/blog-bangladesh)), car malheureusement d'autres blogueurs seront à secourir et un fonds européen dédié à cela est en cours de création.**

Au Bangladesh, la situation est devenue très difficile pour les blogueurs et écrivains humanistes et athées depuis 2013. Rien qu'en 2015, quatre d'entre eux et un éditeur ont été assassinés à coups de machette par des militants islamistes qui leur reprochaient leurs valeurs laïques et leur critique des fondamentalismes religieux.

Les groupes islamistes, de plus en plus puissants au Bangladesh, ont ciblé 84 écrivains et blogueurs laïques à abattre. 10 d'entre eux ont déjà perdu la vie et les autres vivent sous menace de mort permanente.

Le gouvernement ne fait rien pour protéger les écrivains menacés et participe même directement à l'oppression des libres penseurs en multipliant les arrestations pour "blasphème" et "insulte à l'Islam" (14 ans de prison).

Ces derniers mois, la Fédération Humaniste Européenne (FHE), dont l'UFAL est membre, a reçu de nombreux appels à l'aide de ces blogueurs qui essaient désespérément

de quitter leur pays.

Grâce aux fonds récoltés, la FHE est parvenue à mettre en sécurité une première famille, composée de 2 adultes et 2 enfants, qui a reçu provisoirement un statut de réfugiés dans un pays limitrophe en attendant son transfert en Europe. Entre temps, la FHE a reçu trois nouvelles demandes de familles inquiétées pour leur défense de la laïcité.

Pour que nous puissions aider d'autres blogueurs menacés de mort au Bangladesh, nous faisons appel à votre solidarité laïque : tous les dons perçus par l'UFAL dans ce cadre seront intégralement reversés au fonds de soutien en cours de constitution.

**Avoir plus d'infos et faire un don :**  
[www.ufal.org/blog-bangladesh](http://www.ufal.org/blog-bangladesh)  
**Contact : Nicolas Gavrilenko [ngavrilenko@ufal.org](mailto:ngavrilenko@ufal.org)**



Notez la date dès maintenant ! L'Assemblée Générale annuelle de l'UFAL est ouverte à tous les adhérents.